

Cette brochure rassemble trois textes écrits par Pierre LENORMAND membre du bureau de l'ANC et publiés initialement par le collectif communiste POLEX dont il est membre également.

<http://www.collectif-communiste-polex.org/>

GAFANATUM 1 : La pieuvre par neuf de l'oncle Sam

Publié le 18 juin 2018

GAFANATUM 2 : Vers un nouvel ordre social ?

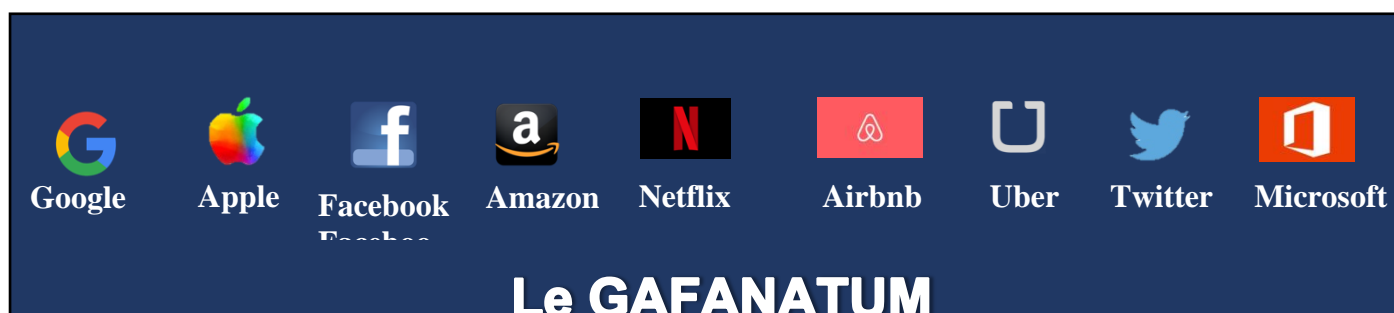
Publié le 8 septembre 2018

GAFANATUM 3 : Une nouvelle chance pour le capitalisme ?

Publié le 5 novembre 2018

GAFANATUM 1 : La pieuvre par neuf de l'oncle Sam

Les nouvelles technologies numériques offrent de merveilleux outils, qui peuvent nous rendre de grands services, et dont la plupart d'entre nous faisons un usage quotidien. Nous ne reviendrons pas ici sur les origines militaires d'internet, ni sur les miniaturisations successives, qui des gros systèmes initiaux ont abouti à l'ordinateur personnel, à la tablette et au smartphone : le monde dans la poche...




Car nous disposons désormais d'un méta-système de communication universelle, immédiate et en première instance gratuite et en apparence libre de toute contrainte, s'affranchissant de toutes les hiérarchies au profit d'une démocratie horizontale et planétaire, où chaque internaute, voire chaque être humain, compterait pour un.


Telle est en tout cas la vision idéale de l'univers numérique qui nous est complaisamment délivrée chaque jour. Mais pour mieux caractériser les bouleversements technologiques en cours, commençons par dresser la simple liste de leurs principaux acteurs : d'autres ont avant nous estimé que neuf géants dominent le monde du net.

Nous en rappelons ci-après la date de naissance, le siège, le principal objet social, et la dernière capitalisation boursière connue en milliards de dollars (M \$) :


1 Google


(1998) conglomérat numérique, Mountain View, Californie (550 M \$)

 **2 Apple** (1976) produits électroniques grand public, Cupertino, Californie (931 M \$)

 **3 Facebook** (2004) réseau social mondial, Menlo Park, Californie (...)

4 Amazon (1994) tous commerces en ligne, Seattle, Washington (700 M \$)

 **5 Netflix** (1997) films et séries numériques, Los Gatos, Californie (...)

 **6 AirBnB** (2008) e-locations entre particuliers, San Francisco, Californie (30 M \$)

 **7 Twitter** (2006) micro-blogage,

San Francisco, Californie, (...)

U **8 Uber** (2009) offre de transports en ligne, San Francisco, Californie (62 M \$)

9 Microsoft (1975) multinationale informatique, Redmont, Washington (660 M \$)

C'est le « gafanatum ». Ils sont tous nés et ont leur siège, c'est un fait bien connu, sur la côte ouest des États-Unis, la plupart à proximité de la Silicon Valley californienne, qui fut le creuset des recherches fondamentales et appliquées qui ont généré le paysage actuel. Qu'ils aient trouvé leur origine au sein de la première puissance militaire et économique du monde ne doit pas surprendre, mais n'a pas été et n'est pas sans conséquence.

Qui pourrait en effet imaginer un seul instant que l'on aurait affaire à de pures technologies, parfaitement neutres, qui n'auraient rien à voir avec le système économique et social qui les a engendrées ?

Au pays de la libre-entreprise triomphante, la recherche et l'innovation y ont été totalement subordonnées à des intérêts et des objectifs privés, dominés par le commerce et la publicité, à l'origine de fortunes aussi rapides qu'insolentes.

Aussi bien toutes les grandes entreprises du net participent à la

recherche des voies permettant à la super-puissance américaine - y compris dans une fuite en avant sans précédent - de sortir à son profit de la crise du capitalisme contemporain, faisant de la digitalisation universelle un nouvel atout dans la compétition mondiale, notamment avec la Chine, qui comprend à son tour (voir l'autre géant du e-commerce qu'est Ali Baba) que l'accession à la première place passe désormais par le développement de ses propres centres numériques mondiaux.

La « silicolonisation » du monde



Serait-ce de l'anti-américanisme primaire que voir dans cette « silicolonisation du monde » [Expression empruntée à l'essai d'Éric Sadin : *la siliconisation du monde : l'irrésistible expansion du libéralisme numérique* (l'Échappée, collection 'en finir avec', 2016)] une nouvelle forme, une nouvelle phase de l'entreprise de domination qu'est l'impérialisme américain, s'imposant d'une part par la force militaire, et multipliant d'autre part les opérations de

séduction tendant à conquérir de l'intérieur les classes moyennes - et au-delà, si possible - du monde entier ?



Y contribuent des offres de services de toutes natures, le contrôle des comportements d'achat, une même vision marchande du monde promettant la satisfaction immédiate des besoins, contribuant à l'asservissement des esprits et à un perfectionnement sans précédent de la « fabrique du consentement », sans négliger l'apparition de nouvelles formes de répression.

Ainsi l'Empire, depuis son centre états-unien, tisse sa toile et déploie ses filets : nouvelle pieuvre contemporaine, des multinationales toutes puissantes, mais solidement arrimées aux États-Unis, dominant désormais les gouvernements et les états du monde entier, multipliant filiales, bureaux et plateformes, et imposant langages, protocoles et applications de leur choix. Ainsi soumis, ces mêmes états et gouvernements, Union Européenne

en tête, non seulement laissent faire, mais prennent le relais, imposant à leur tour le « tout digital », l'injonction numérique permanente et l'hyper-connexion, avec les privilèges et les exclusions qui en découlent...

De cette jungle montent pourtant les contestations, les cris et les revendications des perdants, conflits et poursuites judiciaires se multiplient. Rançon du laisser-faire et de la libre concurrence, les Neufs du net sont tous confrontés à des procès, souvent perdus quand ils ne peuvent, à coups de millions de dollars, être évités.



Entre adoreurs du net et dénonciateurs de ses dérives, c'est une sorte de schizophrénie qui se profile. Ne tombons pas dans ce piège, recherchons au contraire les voies pour en sortir. Elles passent à mon sens par des résistances collectives, réfléchies, construites, permettant d'échapper à la dépendance de ces nouveaux monopoles, à la toute-puissance d'une techno-sphère aux mains d'intérêts privés, pour renouer avec

une véritable gratuité des moyens et
une vraie liberté des contenus. C'est
à chacun d'entre nous d'y contribuer.

Publié le 18 Juin 2018

GAFANATUM 2 : Vers un nouvel ordre social ?

L'univers numérique fait l'objet de multiples critiques, largement relayées par les médias : propension à diffuser de fausses nouvelles, à peser sur la sincérité des scrutins, à enregistrer et divulguer nos données personnelles : des législations tardives entendent y porter remède. L'attention des utilisateurs de mobiles est aussi attirée sur les dangers qu'un usage excessif fait peser sur notre santé, sur les addictions qu'il suscite : des séjours « digital detox » payants sont organisés pour apprendre à se séparer, au moins un temps, de nos tablettes et smartphones. Les portables vont être interdits au collège, comme Skype l'est en principe dans les laboratoires « sensibles » du CNRS...

Toutes ces critiques et les mesures que ces nouvelles technologies suscitent nous paraissent cependant rester à la surface des choses. On voudrait dans ce deuxième volet évoquer quelques-uns des effets pervers, voire des nuisances que, par-delà les réels et multiples services qu'il peut nous rendre, présente le tout numérique : aperçu bien sûr partial mais non exhaustif, appelant à une réflexion collective de tous ceux qui, pour avancer dans la recherche des voies de sortie du capitalisme, doivent aussi se saisir de questions qui trop souvent, nous échappent.

Entre sentiment de toute puissance et dépendance de plus en plus étroite

C'est avec les smartphones, iPhones et autres iPads (produits par une poignée de constructeurs mondiaux)

que s'est depuis moins de 10 ans parachevée l'évolution vers la miniaturisation et l'attachement à l'individu de ces nouveaux outils qui

permettent désormais d'avoir ' le monde dans la poche'. Chacun peut en effet pianoter sur cette lampe d'Aladin moderne, afin que le bon



génie Google puisse satisfaire tous ses désirs. L'extraordinaire réussite du « téléphone intelligent » repose pour une part sur ce sentiment de toute-puissance, car tout y apparaît possible, suivant le mot d'ordre « où je veux quand je veux ». Mais en même temps il inscrit chacun dans une dépendance de plus en plus étroite non seulement de l'outil lui-même, mais de tous les programmes, logiciels et applications associés.

A « l'ère de l'individu-tyran » (Eric Sadin y consacre, pages 197-204, un chapitre entier), les réseaux dits « sociaux » sont

censés créer du lien entre les internautes, qui peuvent ainsi « réseauter » (!) avec leurs amis, mais également promouvoir leur entreprise ou leur marque via les publicités. Plus de cent réseaux sociaux sont internationalement reconnus, généralistes (Facebook et Twitter, les Chinois Tencent QQ et Qzone) ou dédiés, pour le 'partage' d'informations ¹, d'images, de musique, de jeux, et d'offres de toute sorte. Tout en satisfaisant des besoins légitimes de communication, les plus puissants de ces réseaux fidélisent leurs adeptes en flattant - via le nombre de « vues », de « likes » et de « followers » - les aspirations individuelles à la notoriété, souvent de pacotille, mais permise, voire promise à chacun d'entre nous. Les réseaux sociaux sont désormais dénoncés comme des instruments de désocialisation : « censés nous

¹ De tels réseaux ont pu aussi apparaître, y compris pour des esprits éclairés, comme une alternative - voire la réponse - à la partialité, à la censure permanente et à l'idéologie dominante diffusée par les radios, télévisions et grands journaux. Jouer la carte de ces réseaux, apparemment libres, peut présenter à court terme des avantages : secrets d'état et bancaires ont ainsi été rendus publics. Mais c'est

simplement contourner l'emprise idéologique des grands médias, qui peuvent poursuivre impunément leur programme de désinformation. L'objectif, central pourtant, d'arracher les médias - y compris digitaux - aux puissants lobbies d'influence qui les dominent passe ainsi, on le regrettera, au second plan.

réunir, ils nous isolent... »².

Partagée par des repentis de plus en plus nombreux, cette défiance a gagné les concepteurs eux-mêmes, relayée par nombre d'auteurs et d'associations, qui dénoncent enfermement et repli sur soi, au détriment des échanges physiques où les regards, les intonations, les postures ont un rôle irremplaçable.



La dématérialisation numérique est ainsi un facteur d'appauvrissement des relations humaines.

Des limites de plus en plus floues entre monde réel et monde virtuel

Tout média donne une représentation partielle, différente du monde réel. Dans l'univers virtuel du digital, le temps et l'espace apparaissent particulièrement altérés. La vitesse de l'information et des échanges offre à chacun la possibilité de voir ses besoins du

² L'expression est de Sherry Turkle, professeur au M.I.T, auteur de plusieurs ouvrages critiques, où elle affirme n'être

moment satisfaits dans l'instant. Immédiateté et instantanéité des demandes et des réponses ont généré un temps a-historique, aux horizons étroitement bornés : on peut ainsi à tout moment connaître les cours de la Bourse de Chicago, le temps qu'il fait à Pékin, mais les longs processus de transformation sociale, les lentes mutations structurelles n'y ont guère de place, jusqu'à y perdre toute pertinence.



Il en va de même pour l'espace digital, devenu en quelque sorte a-géographique, dans une sorte d'ubiquité générale où se dissolvent des repères aussi élémentaires que la distance physique : avec une facilité déconcertante, des zooms successifs permettent de varier à l'infini des échelles qui permettent aussi bien de visualiser les circulations océaniques que le jardin du voisin...

Ainsi distendues ou concentrées sur des écrans de quelques pouces

« pas anti-technologie, mais pro-conversation ».

carrés, les images données de l'espace qui nous entoure sont elles aussi bornées, et singulièrement appauvries, jusqu'à se réduire aux itinéraires rudimentaires des logiciels de navigation. Mais c'est le bien connu Tom Tom qui fonde sa publicité sur l'injonction « *n'achetez plus de cartes !* ».

Entre la contrainte minimaliste des 140 caractères de Twitter et la pratique devenue courante de la transcription vocale, une autre dévalorisation frappe les textes et l'écriture, désormais relégués à une place secondaire, au profit d'une profusion d'images et d'une vidéosphère envahissante. Et des programmes de plus en plus sophistiqués et performants effacent peu à peu, jusqu'à la confusion, les limites entre le réel et le virtuel. Une telle vision est parfaitement assumée, et même revendiquée par Apple, qui propose avec ses nouveaux iPhone et iPad « *une réalité augmentée, où le passé et l'avenir seraient confondus, et où la frontière entre le réel et le virtuel serait abolie* »...

Pour un double refus

De multiples programmes numériques, échappant totalement à l'utilisateur, se substituent peu à

³ Citation empruntée à l'anthropologue Maxime Derian, spécialiste des outils numériques dans le domaine de l'e-Santé, qui poursuit : « *Les réseaux sociaux, par exemple, incitent à agréger les individus*

peu à l'intelligence et à l'ingéniosité humaine pour décider à notre place, « *entraînant une quantification généralisée, une marchandisation intégrale de la vie et une organisation algorithmique de la société* » (Eric Sadin p. 234). Au nom de l'imperfection de la nature humaine, et après que « *le web et ses dérivés (aient) participé à standardiser la notion même de personne* »³, diverses techniques 'innovantes' empruntées aux neurosciences entendent produire un « homme augmenté », pouvant conduire aux délires du transhumanisme.

Éric Sadin appelle au refus de tous les capteurs intégrés à nos corps et à nos divers environnements privés ou professionnels, et au rejet des objets connectés de plus en plus nombreux qui nous sont proposés, du compteur Linky à la voiture autonome et aux puces sous-cutanées...



Dans le même temps sont déclarés

dans un « esprit de ruche » effaçant les singularités humaines qui font le charme du monde social (le Monde, juin 2017)

obsolètes des outils lentement forgés au cours des siècles, porteurs de multiples compétences et savoirs faire, qui ont permis d'avancer dans le double processus de construction de soi et d'émancipation humaine, auxquels nos « téléphones intelligents » livrent une guerre efficace ⁴.

Non par nostalgie ou passéisme mais au nom du « *respect de l'intégrité et de la dignité humaines* », Éric Sadin dénonce donc à l'inverse l'abandon du livre imprimé ⁵ dans les classes, et conteste les aides publiques accordées au livre numérique.



Sans doute pourrait-on aussi refuser l'abandon d'autres objets du quotidien, témoins et instruments d'une émancipation qui reste inachevée : le journal papier, les cartes, la lettre manuscrite et le crayon à bille, la montre ⁶, le calendrier... Objectif simple et modeste, qui permettrait à chacun d'entre nous d'échapper, pour une part au moins, à une totale dépendance.

De la « démocratie smartphone » à la « société liquide ».

⁴ Tout n'est pas cependant perdu : Netflix n'a pas encore tué le cinéma, la presse numérique n'a pas encore achevé les journaux papier, l'e-book n'a pas encore - même avec l'appui de la tablette - supplanté le livre, le clavier n'a pas encore supprimé le stylo, et le GPS pas encore enterré toutes les cartes.

⁵ On connaît la fausse annonce publicitaire d'un instrument innovant, le « *Built-in Orderly Organized Knowledge* ». Umberto Eco, dans ses « chroniques d'une société liquide » (Grasset 2017), la présente en ces termes : « *Aucun fil, aucun circuit électrique, aucun interrupteur ni bouton, il est compact et portable, il peut même être utilisé assis devant une cheminée. Il est constitué d'une séquence de feuilles numérotées (en papier recyclable) chacune d'entre elles contenant des milliers de bits*

d'information. Ces feuilles sont maintenues ensemble dans le bon ordre par une élégante enveloppe appelée reliure. Chaque page est scannée optiquement et l'information est directement enregistrée dans le cerveau. Il y a une commande « browse » qui permet de passer d'une page à l'autre, soit en avant, soit en arrière, par un seul coup de doigt. Un utilitaire nommé « index » permet de trouver instantanément le sujet voulu à la bonne page. On peut acheter une option « marque page », qui permet de revenir là où l'on s'était arrêté la dernière fois, même si le « BOOK » a été fermé... »

⁶ Mécanique de préférence, que la récente promotion de la « smartwatch », (un mini smartphone de poignet ?) relègue décidément au rayon des antiquités.

La dernière grande vertu attribuée au smartphone était enfin d'offrir un nouvel espace de liberté, totalement ouvert, où chacun serait sur un pied d'égalité avec tout le monde. Michel Serres déclarait en 2015 à un journaliste du Figaro : « *Je crois que les nouvelles technologies favorisent énormément la démocratie, le 'peer to peer', et le pouvoir de Petite poucette, qui selon lui serait « le premier individu de l'histoire»...*

Le journaliste Francis Brochet, dans son ouvrage « Démocratie smartphone, le populisme numérique de Trump à Macron », jette un regard critique sur de telles affirmations : « *la modernité selon Descartes et les Lumières inscrivait l'individu dans une histoire et une quête de liberté fondée sur la raison, garantie par des institutions. Cela a reculé avec la post-modernité* » pour faire place à « *un monde, où la raison fait place à l'émotion, où l'institution cède devant la foule, où l'histoire se fond dans le présent* »⁷. Le rapport à la politique s'en trouve bouleversé car, comme de nos portables, nous attendons des politiques « *des réponses immédiates aux deux sens du mot : instantanées et sans médiation* » (id.)

Et célébrer les vertus d'une

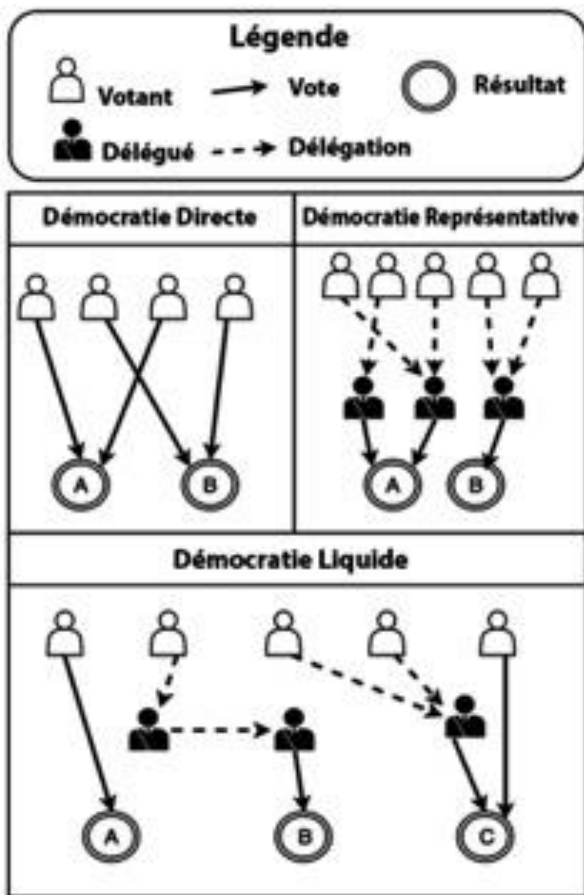
⁷ François Brochet, entretien au Figaro, mars 2018.

horizontalité proclamée permet de dissimuler les anciennes et nouvelles hiérarchies, et la permanence des centres de pouvoir, tant qu'ils n'auront pas été arrachés à leurs détenteurs.

Ainsi s'acheminerait-on, en additionnant ces multiples pertes de repères, vers ce que Zygmunt Bauman (1925-2017) a décrit comme la « *société liquide* » contemporaine, dont « *disparaît toute forme solide institutionnelle, dont en premier lieu les rapports de classe et de domination, au profit d'une 'liquidité' qui atteint tous les domaines de la vie sociale : dès lors, le désengagement est l'attitude rationnelle la plus efficace pour être au monde ; ne pas s'engager, ne pas se lier qualitativement aux autres, pour mieux s'adapter aux catastrophes comme aux opportunités, retirer au moi moral ses responsabilités (...) pour les confier à des organismes supra-individuels et bureaucratiques (...)* soit en somme « *la perte de tous les repères permettant de se reconnaître dans un peuple, avec les droits collectifs politiques et sociaux qui y sont attachés* »⁸.

⁸ Extrait de la chronique philo de Cynthia Fleury (l'Humanité, 17 novembre 2017)





N'est-ce pas, plus prosaïquement, un objectif similaire que poursuivent les réformes territoriales autoritaires (fusions de communes, disparition programmée des départements, métropolisation et regroupements de régions) qui nous sont, sous l'impulsion de l'Union Européenne, imposées avec

constance depuis un quart de siècle ?

La numérisation achève dans les esprits le dé-tricotage territorial, et la perte des repères qui depuis des siècles ancrant le citoyen dans l'espace national, de la commune à l'État. Il y a là sans doute des pistes pour mieux comprendre la difficulté que nous éprouvons à mobiliser politiquement les innombrables victimes du capitalisme mondialisé.

Il serait utile enfin d'examiner en quoi cette « révolution digitale » induisant une société faite d'individus consentants, prêts à se soumettre de leur plein gré à une sorte d'asservissement général, est bien, jusque dans ses effets dans le domaine économique, une nouvelle fuite en avant ou le dernier avatar d'un mode de production en crise.

Ce sera l'objet d'une troisième et dernière chronique.

Publié le 8 Septembre 2018

GAFATUM 3 : **Une nouvelle chance pour le capitalisme ?**

En nous mettant en contact direct avec le marché, la 'révolution numérique' ferait de chacun le maître du jeu économique, et inaugurerait une ère nouvelle d'émancipation, dont l'individu serait le centre. On a pu y trouver la promesse « d'une autre fin de l'histoire, heureuse et connectée » voire le rêve d'une « fin du capitalisme ».

Ne doit-on pas d'abord y reconnaître un nouveau cycle, inédit, de l'histoire de cette formation économique et sociale, prolongeant et parachevant le demi-siècle d'un néolibéralisme de plus en plus menacé et contesté ?

Le tout numérique, nouvel impératif du capitalisme mondialisé

Les multinationales du numérique ne remplacent ni ne contestent les firmes géantes au cœur du complexe militaro-industriel, de l'énergie, de la chimie, et de la grande distribution.

Elles se sont en quelques années imposées parmi les plus grandes capitalisations boursières, comme le nouveau super-géant du numérique 'Alphabet,' réunissant depuis 2015 toutes les activités et filiales de Google ⁹.



Dans cette dernière étape de la privatisation du monde poursuivie par les néolibéraux, les géants du net ont aussi l'ambition d'asseoir un nouveau mode de domination du capital sur l'économie mondialisée : la production y apparaît seconde, derrière les échanges et le commerce, dominés par la publicité, le marketing et le management.

Le développement du commerce en ligne, dont Amazon est avec le

⁹ Alphabet, c'est Gmail, YouTube, et une foule de filiales dont Calico (biotechnologies) Google Car (voiture

autonome) et Sidewalk Labs, qui pilote des projets de « smart city » dont une ville numérique à Toronto.

chinois Alibaba (1999, 485 milliards de \$ de capitalisation boursière) la plus célèbre et la plus puissante expression, poursuit la logique mondiale de distribution tendant, via une concurrence intégrale reposant désormais sur une foule de comparateurs, à l'abaissement maximum des coûts de production et de distribution, au cœur de l'actuelle guerre économique : on a pu parler d'une hyper-concurrence, s'appuyant sur la financiarisation et la dérèglementation néo-libérales, auxquelles s'est ajoutée la dématérialisation digitale¹⁰ nouvel instrument d'une mobilité planétaire immédiate et sans limite.

C'est, dans le quotidien de milliards d'individus, l'offre permanente d'innombrables sites et « plateformes » pour des produits et des services de toute sorte, ajustés désormais à tout instant et à chacun. Ainsi, parmi les dernières nées de la pieuvre numérique, les sociétés Uber et AirBnB font miroiter la possibilité pour les détenteurs de biens aussi modestes qu'une voiture ou un simple

logement d'en tirer des revenus, compensant souvent de trop faibles salaires et pensions.



Par les commissions qu'elles prélèvent, ces plateformes accumulent des fortunes colossales, en même temps qu'elles s'attaquent frontalement aux commerces dits 'physiques' et aux services 'traditionnels' comme les taxis et l'hôtellerie.

Cette « économie de plate-forme » abusivement dénommée 'économie collaborative', voire 'économie de partage'¹¹ connaît, grâce au net, un développement exponentiel, et repose sur le modèle de la « startup »¹², comme l'ont été à l'origine tous les géants du numérique.

¹⁰ Des billets de chemin de fer aux monnaies virtuelles. On observera, tout près de nous, que la création de Mediapart, journal en ligne « *sans papier ni frontière* » lancé en 2008, et s'affirmant « *totalemt indépendant des pouvoirs* », s'inscrit dans la même logique.

¹¹ Ainsi l'indécence publicitaire d'Uber et de sa filiale Uber Eats dans le métro parisien.

¹² Le néologisme français 'jeune pousse', bucolique à souhait, n'a pas réussi à supplanter le terme anglo-saxon : la novlangue du numérique n'a fait qu'accroître notre dépendance linguistique de l'anglais, vecteur omniprésent de l'hégémonie culturelle et idéologique américain.

Reposant sur une innovation, ou plus souvent sur la simple 'application' d'un progrès scientifique existant, ces entreprises nées à l'origine dans la Silicon Valley se présentent comme innovatrices, jeunes, voire contestataires, mais aspirent tôt ou tard, pourvu qu'elles résistent à la forte mortalité des premières années de vie, à devenir des « licornes » milliardaires.

De nouvelles formes d'entreprises, mais reposant sur de vieux logiciels

Loin de rompre avec la logique capitaliste, elles multiplient les atteintes aux droits conquis par les travailleurs. A côté d'une poignée de cadres dirigeants fort bien payés, leur main d'œuvre, très hiérarchisée, compte de nombreux ingénieurs et techniciens et une proportion variable de travailleurs – directs ou induits - peu qualifiés surexploités.

Ces nouvelles entreprises, parfaitement informées des diverses techniques d'évasion fiscale, ne paient pas ou peu d'impôt. Elles font cependant, et de plus en plus, l'objet de contestations et de tentatives - tardives et minimales - de réglementations, voire de redressements fiscaux, généralement fort modestes il est vrai.

Leurs rapides fortunes reposent en outre sur leur capacité à échapper à tout droit du travail, voire à toute

cotisation sociale (santé, chômage, retraite).

Elles participent notamment au vaste mouvement de « dé-salarisation » au profit de « l'auto-entreprise », dont les petits coursiers à vélo sont devenus l'archétype : ils sont de plus en plus nombreux à demander un statut de salarié.



L'espèce de contre-révolution que représente le développement des startups est en France à prendre au sérieux, ne serait-ce qu'avec l'élection hautement symbolique de Geoffroy de Baizieux au MEDEF, créateur d'un fonds d'investissement, administrateur de l'auto-stop marchand Blablacar, et fondateur... de startup. Ardent propagandiste du tout numérique, on peut penser qu'il l'utilisera pour continuer, dans le même esprit que ses prédécesseurs, l'œuvre de destruction de ce qui reste des conquits sociaux. Il trouvera pour ce faire le soutien d'Emmanuel Macron, qui se propose de faire de la France une « start up nation », y compris en ayant recours à des « startups d'état », dans les

services publics notamment, où s'expérimentent les nouvelles « méthodes agiles » au sein des multiples « incubateurs » installés dans les administrations...

Le techno-libertarisme, nouvelle donne et nouvelle chance pour le capitalisme ?

Les critiques classiques des géants du net démontent patiemment les diverses étapes de la montée en puissance de ces nouveaux 'maîtres du monde', et soulignent à juste titre les connivences réciproques, la véritable symbiose qui les unit aux gouvernements des grands états du monde. Mais tout y serait pure technique, relevant des innovations introduites par quelques jeunes génies de l'informatique, les rapports idéologiques et économiques étroits avec le capitalisme contemporain étant peu évoqués et encore moins analysés. Pourtant, la dimension idéologique était bien présente, dès la période libérale-libertaire des années 80 et 90 quand la Silicon Valley proposait sa vision d'un monde futur réduit à un village global d'interconnaissance, où grâce au net triompherait l'individu, et disparaîtrait l'état...

Mais la recherche de financeurs et la

promesse de profits gigantesques ont eu rapidement raison de ces utopies soixante-huitardes. La 'révolution numérique' rendait l'espoir aux puissants, en leur offrant la capacité de maîtriser toutes les sphères de l'existence : un horizon économique et de profits virtuellement infini, contrastant avec l'idée de la finitude du monde que la surexploitation de la planète¹³ avait, non sans motif, imposée dans les dernières décennies du siècle.

Ce « technoptimisme » a donné une vigueur nouvelle à une conception du monde et de la société qui est celle des libertariens - anarcho-capitalistes et minarchistes - qui fleurit notamment aux États Unis depuis Reagan, mais désormais dans tout le monde développé : cette doctrine ultra-libérale affirme le primat absolu de la liberté individuelle et économique, suprématie fondée sur les droits de propriété, seuls considérés comme légitimes et déterminant la liberté de chacun.

¹³ Il est remarquable que dans la nouvelle économie du net la question de la nature dans ses rapports avec les sociétés apparait comme hors

sujet, contribuant ainsi au déni des crises environnementales, cher à Donald Trump.



Derrière les milliardaires David et Charles Koch, on ne sera pas surpris de trouver parmi les adeptes de ce nouveau credo, outre des personnalités connues du spectacle comme Clint Eastwood ou John Malkovitch, les fils et petit fils de Milton Friedman, le patron de presse Robert Murdoch et plusieurs grandes figures du net : Jeff Bezos, PDG d'Amazon, Peter Thiel, fondateur de Paypal, Jimmy Wales, cofondateur de Wikipedia, et Eric Steven Raymond, hacker et théoricien du mouvement 'Open source'...

Ils ont leurs entrées à la Banque Mondiale, et de grands auteurs, comme la romancière états-unienne Ayn Rand. Des partis libertariens, modestes mais influents, existent dans la plupart des pays capitalistes. Disposant de financements considérables, ils sont à l'origine de

¹⁴ Tous ces principes ont imprégné et imprègnent le « trumpisme ». Parce qu'elle s'éloigne d'une vision mondialiste globalisée, c'est l'orientation nationaliste

grandioses utopies, dont le projet d'îles artificielles 'Seasteading' de Patri Friedman, où pourraient trouver refuge les libertariens fortunés.

Les libertariens ne sont pas les inventeurs du tout numérique, et la 'révolution numérique' a pu se développer sans eux, mais on ne peut que constater l'étroite conjonction entre les deux, qu'a résumée Eric Sadin dans l'expression « techno-libertarisme ». Ils se rejoignent dans le refus et/ou le dépassement des États, des corps intermédiaires (et tout particulièrement des syndicats, associations, ONG).

Ils sont hostiles au principe même de la fonction publique et à toute réglementation de la concurrence¹⁴. Portée par l'injonction permanente à l'hyper-connexion et au tout digital, (e-éducation, e-commerce, e-transport, e-santé) la marchandisation numérique du monde est en voie d'achèvement, ce qui signerait d'ores et déjà la victoire du techno-libertarisme, point ultime du 'capitalisme de la séduction' conduisant du contrôle social (Big Brother) à une nouvelle fabrique du consentement (Big Mother ?).

de son projet « *make america great again* » qui a entraîné la rupture récente des libertariens historiques avec Donald Trump.



Mais ce triomphe est en définitive paradoxal : entre tyrannie des algorithmes et organisation automatisée du monde, c'est le principe fondateur des libertariens, celui de la plus totale liberté individuelle, qui est mis en cause, l'individu comme totalité étant dans l'univers des big data systématiquement découpé en éléments distincts, réduit à l'état de «dividuel»¹⁵.

Il pourrait en être de même pour la liberté économique. Aussi bien l'étape suivante ressemble à une fuite en avant.

L'intelligence artificielle, nouvelle étape et saut dans l'inconnu ?

¹⁵ « Le dividuel, c'est l'individuel divisé, l'individu fragmenté en plusieurs morceaux, *mis en pièce*. Ou plus exactement : le dividuel, c'est le produit de cette fragmentation, c'est-à-dire, si vous voulez, le morceau, *la pièce* » (Alain Damasio)

¹⁶ Suite à la parution de son dernier livre « *L'intelligence artificielle, ou l'enjeu du siècle. Anatomie d'un antihumanisme radical* » (L'échappée, 304 pages) Eric Sadin a donné un entretien en ouverture

La digitalisation a pénétré depuis des années le monde de la production industrielle : machines à commande numérique, robots de montage et les si bizarrement nommées 'imprimantes 3D'.

Mais désormais, suite au rapport (titré comme il se doit en anglais '*AI for humanity*') du mathématicien et député macroniste Cédric Villani, les médias nous décrivent l'avenir exaltant et l'incontournable progrès offert par l'intelligence artificielle (IA), expression que certains discutent pourtant¹⁶.



du dossier que la revue « Politis », dans son dernier numéro d'octobre, a consacré à « *l'intelligence artificielle, le cheval de Troie du techno-libéralisme* ». Il y déclare : « *Il ne s'agit aucunement d'intelligence artificielle. Nous avons plus exactement affaire à un mode de rationalité extrêmement restreint, fondé sur la volonté d'optimiser toute situation, de satisfaire des intérêts économiques et d'instaurer un utilitarisme généralisé* ».

Au commencement de l'IA est le postulat de la défectuosité de la nature humaine, à laquelle la machine devrait pouvoir remédier : l'IA est désormais la nouvelle rationalité du siècle. Dans son actuelle première phase, celle de 'l'IA faible', la multiplication de robots de toute sorte affectera l'emploi de millions de travailleurs, dans l'industrie comme dans l'agriculture et les services, y compris publics.

L'enseignement et la médecine seront en premier affectés. Dans la mesure où des robots se substituent à des travaux pénibles et répétitifs, on devrait pouvoir s'en réjouir ; mais dans les conditions d'une concurrence exacerbée et d'une domination croissante des capitaux privés avides de profit, on peut redouter, comme le pronostiquent de très sérieuses banques et instituts, un véritable 'cataclysme de l'emploi'.

Reposant sur les capacités de calculs inouïes et sur les données stockées accumulées dans les gigantesques « data centers » publics et surtout privés, l'apprentissage approfondi¹⁷ ouvre la voie aux machines susceptibles d'apprendre par elles-

¹⁷ En anglais 'deep learning', déjà mis en œuvre dans les programmes de reconnaissance faciale et vocale, et le traitement du langage.

mêmes, et donc susceptibles de dépasser prochainement les capacités du cerveau humain.

C'est ce qu'il est convenu d'appeler 'l'IA forte', qui alimente un nouveau scientisme. Mais des perspectives inquiétantes y sont associées, qui relèvent d'une idéologie proche du religieux : ainsi les projets qui pouvaient apparaître délirants du transhumanisme font l'objet de recherches très sérieuses, fondées notamment sur 'la convergence NBIC' (associant nanotechnologies, biologie, informatique et sciences cognitives) au cœur (dès 2002) d'un programme fédéral aux USA.



Une cartographie des neurones du cerveau, déjà réalisée, pourrait servir de base permettant à chacun de s'améliorer, voire de se transformer, de 'l'homme augmenté' au 'post-humain', voire au cyborg, fusion de l'être organique et de la machine¹⁸.

¹⁸ Voir à ce sujet le livre de Laurent Alexandre : « *la guerre des intelligences. Intelligence artificielle versus intelligence humaine* » (J.C.Lattès, 2017)

On peut penser que le transhumanisme, né lui aussi en Californie, donc bien loin de nous, a quelque chose d'infantile. Mais sait-on que le 'pape' du transhumanisme Ray Kurzweil a été embauché par Google pour diriger son centre de recherche en IA ?

Peut-on ignorer les risques de manipulation des cerveaux et la banalisation de la neuro-amélioration¹⁹ ?

Sans une intervention forte des peuples et des états, l'avenir pourrait ressembler à un saut dans l'inconnu.

Car d'ores et déjà des investissements énormes sont consacrés à l'IA : François Hollande a posé la première pierre, et Emmanuel Macron inauguré la « Station F » installée dans la halle Freyssinet, qui abritait les entrepôts de la SERNAM près de la gare d'Austerlitz. Financé par Xavier Niel

(fondateur de Free et co-propriétaire du Monde) 'le plus grand incubateur de startups du monde' y accueille sur plus de 3 hectares un millier de 'jeunes pousses' dédiées à l'IA.

Les recherches en IA sont au centre de la guerre géopolitique que se livrent les USA et la Chine pour contrôler « l'économie de la connaissance » mondiale. L'idée serait d'y impliquer davantage l'Union Européenne, en particulier la France, qui dispose de chercheurs de très haut niveau, que les investisseurs privés s'arrachent, au détriment du CNRS notamment²⁰. Les géants du numérique investissent dans la recherche trois fois plus que les états.

5 Novembre 2018

FIN.

¹⁹ Sait-on que l'Estonie travaille à un projet de statut juridique pour les robots et l'intelligence artificielle ? Sait-on qu'un tiers des Chinois seraient déjà convaincus du bienfait de l'augmentation du QI en agissant sur le fœtus 'in utero' ? (Voir la chronique de Cynthia Fleury, l'Humanité

du 20 octobre 2017)

²⁰ Voir dans le même dossier de Politis l'article d'Erwann Manac'h qui montre comment « *l'industrie* » - incluant les géants du numérique - « *préempte le progrès* ».

Questions à mettre en débat

Ce dossier critique ne prétend rien découvrir. Il rassemble simplement des informations et des points de vue épars, et comporte sans aucun doute erreurs et omissions²¹. Que les lecteurs veuillent bien me les signaler, et apporter les rectifications et compléments nécessaires. Car il est avant tout destiné à ouvrir un débat largement confisqué par les géants du numérique.

Ce qui est en cause, c'est la passation de pouvoir en cours de la raison humaine à la raison numérique, c'est à dire à des systèmes chargés de diriger nos comportements faisant fi du respect des personnes et de leur dignité.

Ils conduisent aussi - et surtout ? - à un abandon du collectif, au profit de tribus provisoires et de communautés intéressées, ignorantes des valeurs de solidarité et d'égalité sans lesquelles il n'est pas de fraternité ni de liberté digne de ce nom.

C'est, pour citer une nouvelle fois Éric

Sadin, une « *entreprise de liquidation du politique* ».

En reprendre le contrôle est donc une question politique centrale. Et c'est l'ensemble et la logique du système qui doivent être repensés. Quelles attitudes, quelles luttes, quelles limites imposer à une numérisation totale du monde, abandonnée de surcroît aux intérêts privés ?

En tant qu'utilisateurs des immenses possibilités offertes par ces nouveaux outils numériques²² mais confisquées par des oligarques aux ambitions illimitées et par les pouvoirs d'état qui leur sont liés, nous pouvons dès aujourd'hui organiser une résistance au quotidien, en nous saisissant des autres voies et systèmes vraiment collaboratifs, dont les logiciels libres, ou des services de type coopératif, de préférence gratuits, permettant à chacun de se réapproprier la maîtrise des outils²³.

²² Certains le trouveront sans doute trop négatif, et comme relevant d'un incurable passéisme, voire d'un refus du progrès, critique que je réfute d'avance, me refusant à assimiler au progrès n'importe quelle innovation technique ou n'importe quelle application de telle ou telle avancée des savoirs et des connaissances.

²³ On n'abordera pas ici le nécessaire combat contre le nouvel illettrisme qui sous le nom

« d'illectronisme » frappe les exclus du net et aussi, sans aucun doute, nombre d'utilisateurs de smartphones. A la veille de la numérisation totale des administrations prévue en 2022, le problème est apparu suffisamment important pour que le Défenseur des Droits Jacques Toubon dénonce dans une récente décision une « *atteinte au principe constitutionnel d'égalité* ».



Ce qui suppose un effort gigantesque de formation, comportant bien entendu un apprentissage technique, mais ayant aussi (surtout ?) une dimension profondément critique.

Nous avons vu aussi que les critiques courantes ne remettent jamais en question le caractère profondément capitaliste de l'enfermement dans le « soft-totalitarisme » numérique : la reconquête par les travailleurs et les peuples de ces géants économiques, anciens et nouveaux, apparaît pourtant comme l'une des conditions nécessaires pour le bonheur commun.

Ce qui signifie arracher aux anciens et nouveaux oligarques de tous les

secteurs, dans le numérique comme dans l'industrie, l'énergie ou la grande distribution, le pouvoir de décider que leur donne la propriété des capitaux. Les voies possibles de cette reconquête sont nombreuses : de la piste des communs à la nationalisation et à la socialisation, de l'expropriation à la cotisation universelle et aux services publics, aucune ne doit être ignorée et toutes peuvent être explorées. Mais tout dépendra en définitive de notre capacité à développer le mouvement social pour révolutionner l'état des choses existant.

Les Brochures déjà publiés par l'ANC :

- 1/ « Histoire d'une déchéance »
- 2/ « Histoire française du suffrage universel »
- 3/ « Les Communistes et les religions »
- 4/ « PCF fin d'une histoire ou fin d'une dérive »
- 5/ « Migrations pour une approche communiste »
- 6/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »
- 7/ « Non au franc CFA »
- 8/ « Ecologie : pour une approche progressiste »
- 9/ « Les luttes sociales en France »

On peut commander les brochures déjà parues au prix de 5€ l'unité (port compris) en écrivant à l'ANC ou au Cercle Manouchian



L'ANC ça m'intéresse !

A retourner à ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris

Je désire **recevoir des informations** de l'ANC et du Cercle Manouchian

NOM :.....

PRENOM :.....

ADRESSE :.....

COURRIEL :.....

Je m'abonne aux 4 brochures annuelles de l'ANC, 10€ par an
(gratuit pour les adhérent-e-s)

J'adhère à l'ANC :

- **Par PAC (prélèvement automatique mensuel).** J'envoie mon RIB et **je signe le présent document autorisant l'ANC à prélever ma cotisation.**
Montant..... Montant conseillé **1% du revenu** net ou à défaut à partir de **12€ par mois** pour un ou une salariée à plein temps, **6€ par mois** pour un ou une salariée à mi-temps. **40€ par an** pour un ou une personne sans emploi.
- **Par virement à ANC :** IBAN **FR76 1027 8041 01000 2056 6801 84** et je précise sur l'objet à quelle périodicité correspond le versement
- **Par chèque** que j'envoie à ANC.

Signature

